



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 18 DÉCEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille quatorze le dix huit décembre à dix huit heures, *le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:

Les Arcs-sur-Argens - Parc logistique des Bréguières - Raccordement ferroviaire - Convention FEDER - Avenant n°4

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain, MAGAUD Fabrice

REPRÉSENTÉ(S) :

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Raymond GRAS, Franck AMBROSINO pouvoir à Valéria VECCHIO, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Daniel MARIA, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENT(S) :

CERET Stéphan

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Alain PARLANTI

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Transmis le 22 DEC 2014

Affiché le 22 DEC 2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Une convention attributive d'une subvention sur les crédits européens FEDER n° 36 799 a été signée le 9 décembre 2010. Cette convention avait pour objet de préciser le montant de la participation financière de l'Union Européenne sur la base d'un montant estimatif initial de 6 500 000 € HT.

Un premier avenant a été signé le 14 octobre 2011 pour modifier les postes de dépenses de l'annexe technique et financière.

Un second avenant a été signé le 12 juin 2012 afin de modifier la durée de réalisation physique de l'opération et la durée d'éligibilité des dépenses.

Un troisième avenant a été signé le 28 novembre 2013 afin d'actualiser le coût du projet à 3 086 380 € HT, augmenter le taux d'intervention FEDER de 30,8 % à 43,1% et mettre à jour les dates de fin d'opération et de fin d'éligibilité des dépenses au 31 décembre 2014.

Toutefois, Réseau Ferré de France ne sera pas en mesure de justifier la totalité des dépenses de réalisation de l'Installation Terminale Embranchée n°1 avant le mois de mars 2015.

En outre, l'aménageur en charge de la réalisation de l'Installation Terminale Embranchée dans sa partie privée (ITE n°3) ne sera pas en mesure de réaliser la totalité de l'embranchement avant le 30 juin 2018.

La description des livrables attendus et les modalités de justification de réalisation de ces derniers sont décrits dans l'annexe technique et financière de ladite convention FEDER.

Un nouvel avenant à la convention FEDER est donc nécessaire. Il vise d'une part à reporter le délai d'éligibilité des dépenses au 30 septembre 2015 (au lieu du 31 décembre 2014) et à reporter la justification des indicateurs de résultats au 30 juin 2019 (au lieu du 30 juin 2016).

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission des Finances en date du 2 décembre 2014, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

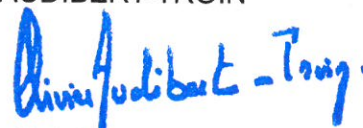
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n° 4 à la Convention FEDER du 9 décembre 2010, ainsi que tout document y afférent.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 59 voix pour
3 abstention(s) :

AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 18 décembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.